hors service

nr. 29

22 août 2012

journal anarchiste

Bruxelles d'en bas ne se rendra pas

L'ordre doit régner, c'est l'obsession de tout pouvoir. Endiguer et anéantir le *désordre*, comme celui qui existe encore dans cette capitale de l'Europe, un désordre qui nous permet de respirer encore un peu dans un monde asphyxié, est alors une préoccupation permanente. *Ça passe ou ça casse.*

Parfois, submergés dans les soucis du quotidien, on a tendance à oublier que les puissants ont des idées pour l'avenir de Bruxelles, car les mots qu'ils utilisent pour qualifier leurs projets resteront toujours difficiles à comprendre pour ceux qui vivent en bas. Ce n'est pas qu'ils seraient plus intelligents, plus érudits, mais tout simplement, ils parlent un *autre* langage. Pensez simplement à cet énorme monstre qu'est le Palais de Justice, plombant les quartiers bruxellois, symbole d'un pouvoir qui se veut omniprésent. Aujourd'hui, ce n'est pas un nouveau Palais de Justice qu'ils construisent, *ce sont des dizaines de projets de réaménagement*. La zone autour de la gare du Midi transformée en quartier d'affaires. Les abords du canal destinés à devenir quartiers branchés. A coups de projets de réaménagement, d'îlots d'appartements clôturés et sécurisés, ils pensent pouvoir nettoyer Cureghem, un des foyers de révolte viscérale. Entretemps, le quartier européen devient petit-à-petit une forteresse, accessible uniquement aux politiciens, eurocrates, journalistes, fonctionnaires.

Mais ce n'est pas tout. Bruxelles est un mélange improbable, traversé de contradictions criantes : grandiose capitale de l'Europe et de la Belgique, mais qui en même temps compte la population la plus pauvre et démunie de toute la Belgique. Siège de l'OTAN, l'alliance des assassins en kaki, et en même temps une ville où le dégout pour tout uniforme est plus courant que l'amour pour l'ordre. >



La tension monte dans la rue



La tension monte dans la rue. Il est déjà clair depuis longtemps que, dans les quartiers bruxellois, un sentiment anti-flic est bien vivant et, ces dernières semaines, il semble s'exprimer de nouveau plus ouvertement. Il faut noter que, depuis plusieurs mois, les flics mettent les bouchées doubles dans l'espérance de mater la rébellion, à coups de brutalité systématique, de contrôles, de plus de flics en civil et d'équipes d'intervention et d'arrestation, de tabassages et d'humiliations comme mode de gestion. Les flics semblent considérer Bruxelles comme une zone de guerre, et leur rôle serait celui d'occupant. Une guerre avec ses zones vertes et ses zones *no go*. Dans les *no go*, tout le monde doit se soumettre en permanence à des contrôles et des humiliations, comme récemment à Stalingrad près de la gare du Midi, où tout le quartier a été bouclé de façon militaire : à l'intérieur, tout le monde a été contrôlé pour vérifier si les papiers étaient en ordre et pour mettre fin à la vente ambulante. Au total, 200 personnes ont été arrêtées, plusieurs personnes se trouvent encore en prison ou en centre fermé. D'autres ont déjà été déportées.

Ça me fait du bien de voir que ces méthodes semblent non seulement ne pas fonctionner, mais ont carrément des effets opposés. Ces dernières semaines, il semble que tou- >

Bruxelles d'en bas ne se rendra pas

> Plateforme des relations internationales entres les Etats, d'accords économiques, de trafics à grande échelle et, en même temps, carrefour où se rencontrent des gens du monde entier, mais du monde *d'en bas*, tous porteurs de leur histoire, de leur vécu, de leurs douleurs et espérances, de leurs révoltes aussi.

Bruxelles se compte certes parmi les endroits où la révolte couve en permanence. Prête à exploser, comme une bombe à retardement. Car du mélange entre le désordre qui nous fait vivre dans les rues de Bruxelles et la misère à laquelle nous essayons de survivre, le pas vers *l'insurrection contre le pouvoir* est franchissable. Et c'est exactement cette possibilité, ce spectre d'une révolte d'en bas, que le pouvoir veut conjurer. Le projet de l'avenir pour Bruxelles, dans les rêves de la caste dirigeante, c'est la *pacification*, c'est l'effacement de toute velléité de révolte dans cette population récalcitrante. Et ce projet est un ensemble de choses. Ce n'est pas seulement la reconfiguration urbanistique de la ville comme dit plus haut, mais c'est aussi sa sécurisation : des caméras de surveillance partout, un réseau de transport en commun ultra-contrôlé, une police conçue comme une armée d'occupation. Et n'oublions pas la construction annoncée d'une méga-prison, la plus grande de Belgique, au nord de Bruxelles. En fait, la méga-prison est à l'image du grand projet pour Bruxelles : la ville comme *grande prison à ciel ouvert*.

Il s'agit donc de comprendre comment tous les mesures, tous les projets d'Etat, toutes les directives des différentes polices, font *un ensemble*, destiné à endiguer le désordre et prévenir une explosion sociale à l'image de celle d'Athènes il y a quelques mois ou celle de Londres de l'année dernière. Les combats à mener seront virulents, mais un choix préalable s'impose : soit accepter et courber l'échine, soit se défaire de toute illusion, de toute confiance dans le pouvoir et se placer carrément sur le champ de la révolte. Au quotidien. Pas comme une bataille en vain, où on lutterait désespérément contre la marée qui monte, mais comme un cri de vie, une affirmation de la liberté que nous voulons, du désordre des désirs qui courent dans nos veines. Les mi-chemin entre la résignation et la révolte, terres fertiles des compromis et de la politique, ne sont même plus envisageables. Les illusions d'une intégration, d'une amélioration des conditions de vie, d'une entente entre les revendications d'en bas et les intérêts d'en haut fondent comme de la neige au soleil. Du côté du réformisme, du petit-à-petit, des manœuvres politiques, du respect de la paix sociale en échange de quelques promesses, il n'y a plus rien à espérer. Plus tout pointe en direction de la pacification, du sacrifice de tous au nom de l'économie et du contrôle, plus nous devons tendre vers la révolte, se préparer au soulèvement, saisir toute occasion pour passer à l'attaque contre l'ordre de ce monde. Et ce n'est pas un vain espoir en l'air, pas un vœu dans le vide, mais une *possibilité concrète*.

Alors, comment procéder pour combattre leur projet de prison à ciel ouvert ? Il faut tout d'abord se défaire de la mauvaise habitude de l'obéissance qui persiste. Il n'y a aucune grande organisation à rejoindre ou à construire, ni des leaders ou des chefs à suivre. Il n'y a pas de revendications à rédiger ou à souscrire, pas d'institutions sur lesquelles faire pression. Il faut abandonner définitivement le terrain de la fausse contestation démocratique, électorale ou pas.

Contre leur prison à ciel ouvert en construction, l'insurrection est nécessaire, une insurrection qui balaye violemment les fondements de leur monde qui nous encage. Mais l'insurrection n'est pas un grand moment à attendre patiemment, elle commence aujourd'hui. Elle est comme une tâche d'huile qui peut se répandre à n'importe quel moment. Que ceux qui sont prêts à l'attaque se rencontrent et forment des petits cercles. Qu'ils réfléchissent à où et comment *attaquer* déjà maintenant le pouvoir et ses représentants. Que ces petits cercles passent ensuite à l'action, donnant ainsi aussi du courage et de l'inspiration aux autres. Qu'entre ces cercles naisse une *complicité* contre le pouvoir, qui permettra de prendre soin les uns des autres aux moments difficiles et de passer au moment propice à des attaques plus amples contre ce qui nous opprime. Voilà les petites étincelles qui peuvent enflammer toute la prairie.

Quand en 1883, après des longues années de résistance, le pouvoir s'apprête à ouvrir officiellement le grand Palais de Justice plombant le quartier populaire des Marolles, des escadrons militaires sont déployés pour éviter tout débordement, par crainte de ceux d'en bas. Malgré les militaires, malgré les barbelés, malgré les barrages, une foule enragée saccage entièrement le Palais de Justice, le premier jour de son ouverture. Les hauts dignitaires, les juges, les chefs de police, les politiciens fuient en tout hâte pour échapper à la soif vengeresse de la populace qu'ils détestent tant.

Bruxelles d'en bas ne se rendra pas.





Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Et maintenant nous ne payons plus rien! • A Malines, la visite d'un huissier a tourné au vinaigre. Quand l'huissier et le flic du quartier venaient toquer à la porte, ce dernier a été accueilli par des coups des habitants et des proches. Quand des renforts sont arrivés sur place, eux aussi ont été attaqués. Au final, trois personnes ont malheureusement été arrêtées, sept flics ont été blessés. Pas de pitié pour les huissiers !

La tension monte dans la rue

> jours plus de gens ont choisi de s'opposer aux flics d'une façon ouverte et combattive. Dans certains cas, il semble que c'est devenu un sain reflex spontané et naturel, comme à Vilvorde, où le contrôle policier d'une personne a été empêché par un attroupement qui n'a pas de peur d'utiliser la violence pour s'opposer. En plus, les troubles ont continué les nuits suivantes. Dans d'autres cas comme à Anderlecht, c'est épatant de voir qu'on se prépare à attaquer les flics : deux guets-apens en deux jours. Une première nuit, la police a reçu un appel pour un cambriolage en cours. Arrivée sur place, la patrouille veut procéder au contrôle de deux personnes suspectes, mais c'est le piège. Une volée de pierres contre les flics, une des pierres traverse la vitre de la bagnole des flics et l'inspecteur se la mange dans la gueule. Le lendemain, pas de repos, deuxième guet-apens. Une patrouille vient au square Albert parce qu'une voiture y est en feu sur les voies du tram. A leur arrivée, des dizaines de personnes leur jettent des pierres et des cocktails molotov. Les renforts policiers arrivent, bataille rangée. Trois véhicules de police endommagés, aucun révolté arrêté. Vingt cocktails molotov prêts à être utilisés sont retrouvés sur place.

Les chiens des médias

Les médias ont brillamment joué leur rôle, les politiciens et les flics peuvent en être contents. En général, la police préfère taire ce genre d'affrontements, pour que ça ne contamine pas d'autres zones et ne donne pas de *mauvaises idées* à d'autres. Mais là, l'opération médiatique était un véritable bombardement. Les chevaliers bleus de la justice institutionnelle se heurtent aux rebelles des quartiers. Les journalistes exigent dans leurs colonnes des mesures fermes : les gardiens qui défendent jour après jour aussi courageusement et fièrement les normes et valeurs de la démocratie ne doivent pas servir de cible. « Zéro-tolérance », « détention préventive », « ne pas reculer le moindre millimètre », « ne pas céder les quartiers »,…

Comme ils ont fait de leur mieux, ces journalistes, pour créer un sentiment d'injustice. Tout le monde qui se réjouissait en apprenant ces nouvelles combatives, car connaissant eux-mêmes la joie de tels combats, doit être ciselé, coûte que coûte. Ils ont tout fait pour faire passer l'idée qu'être contre l'Etat et les flics est une fois de plus une maladie, une infection à guérir le plus vite possible, ou à enlever immédiatement à coups de bistouri. Une avalanche de propagande pour l'Etat, pour l'ordre, le tout assaisonné de louanges de la démocratie, en essayant de faire croire que tout ce qui ne va pas dans ce sens-là est inférieur et barbare. Que tout sentiment, tout désir pour quelque chose d'autre est une maladie. Laisse tomber le fait de transformer tes désirs en action.

On peut être sûr que l'offensive médiatique pourrait servir de porte-manteau pour les politiciens afin d'entamer une offensive répressive, donnant toujours plus de moyens aux bourreaux d'aujourd'hui : les juges, les flics, les gardiens et leurs semblables.

Vivons, loin de tout ce tracas médiatique, ces moments par nous-mêmes. Réfléchissons nous-mêmes sur ce qui se passe autour de nous, n'écoutons pas les journalistes. Pour que ces actes nous inspirent, nous encouragent dans la lutte permanente contre l'oppression. Que l'Etat morde la poussière devant notre détermination.





Gare aux politicards

Une chose, ce sont les élections qui s'approchent. Les sales têtes de politiciens partout sur des affiches, des appels au vote, le clientélisme, l'arnaque. Celui qui vote coud sa propre bouche. La démocratie, ce n'est pas « le peuple » qui envoie les siens dans l'Etat, c'est l'Etat qui rentre dans le tissu social pour le modeler, le reconfigurer, le diriger pour mieux servir les intérêts des puissants de ce monde.

Une autre chose, ce sont les politicards de tout genre qui s'efforcent d'infester les luttes et les révoltes. Quand il y a des émeutes en prison, ceux-là n'appellent pas à la solidarité avec les détenus en lutte, ils ne proposent pas d'aller saccager ce qui nous enferme. *Ils vont rencontrer les ministres ou les responsables pour négocier une cage moins grise.* Quand il y a des attaques contre la police dans les quartiers, comme récemment à Anderlecht, ils ne se demandent pas comment ils peuvent contribuer à l'hostilité, comment multiplier les attaques contre la police. *Ils rédigent des communiqués de presse pour demander une police plus correcte, plus contrôlée, une police qui respecterait « nos droits ».* Quand il y a des moments d'effervescence sociale, quand la température monte, ils ne se demandent pas comment encourager tout le monde à rompre sa cage. *Ils vous demandent d'adhérer à leur organisation et ils parleront en votre nom aux médias.* Et quand ça pète, quand sur une manif la rage se déchaîne, quand des inconnus passent à l'attaque plutôt que de bavarder, *ils appellent au calme, à rester dans les rangs, à ne pas donner une mauvaise image.* Et, au besoin, ils n'hésitent pas à vous menacer de vous balancer aux flics.

Ne laissons pas le champ libre à ces parasites de la révolte. Ils ne veulent pas la révolte, ils veulent sucer le sang de révoltés.



La tension monte dans et autour de la prison de Saint-Gilles

Depuis bientôt deux mois, la routine quotidienne à la prison de Saint-Gilles suit le rythme des grèves des gardiens. Lundi et vendredi sont les jours de grève fixes, mais aussi les autres jours de la semaine peuvent succomber à la grève ou à des massives absences pour maladies de gardiens. Les motivations des syndicats sont toujours les mêmes: l'insécurité des gardiens à cause de la surpopulation et des prisonniers révoltés. Leur solution: plus d'infrastructures sécuritaires, plus de prisons, plus de gardiens et plus de pouvoir pour les gardiens (qui se croient déjà maintenant quasi comme les souverains de la prison). Les deux solutions plus faciles et évidentes – libérer les prisonniers ou quitter le boulot – n'ont jamais été prises en considération. Il leur faudrait un petit coup de pouce.

Lors des grèves, les gardiens sont remplacés par la police locale et la protection civile. Les flics de la zone Midi profitent de telles occasions pour harceler et provoquer les prisonniers qu'ils connaissent de la rue, de derrière la porte de la cellule. En tout cas, toutes les activités et accommodations sont supprimées, tout le monde reste 24h sur 24 en cellule. D'une telle façon, le cours normal des choses dans la prison (douche, correspondance, cantine, préau, visite,…) devient un privilège. Les prisonniers devraient en être doublement reconnaissants que les gardiens travaillent certains jours, qu'une fois par semaine, ils peuvent se doucher ou avoir une visite. Les gardiens se montrent pour les preneurs d'otage qu'ils sont. Ils exercent leur pouvoir absolu sur leurs otages, leur volonté fait la loi, leur humeur détermine le déroulement de la journée. Au moins, c'est ce qu'ils voudraient bien en tout cas.

Quand fin juin, les services psycho-sociales partaient en grève, les prisonniers ont occupé le préau. La police fédérale a été envoyée sur place (avec autopompe et hélicoptère). Des émeutes en ont suivi sur le préau. Fin juillet, après 6 jours de grève, les esprits se chauffent et plusieurs détenus expriment leur rage. Un d'entre eux est placé en isolement, où il brûlera son matelas. Début août, il y a une bagarre avec les matons lors d'un transfert. Les gardiens quittent la prison et la police ne reprendra le contrôle de la taule que quelques heures plus tard. 750 prisonniers se retrouvaient pendant un matin quelques temps sans surveillance. Deux jours plus tard, un détenu attaque deux gardiens. La semaine dernière (17 août), tôt le matin, une partie du toit de la prison brûle. ["Cause inconnu", c'est vrai que ce n'est pas la première fois que les toits des prisons s'enflamment d'eux-mêmes, tout comme certaines voitures dehors... Hors des murs court le bruit qu'un détenu a réussi à jeter des objets enflammés sur le toit.

Entretemps, les murs de la station métro Albert (à côté des prisons de Forest et de Saint-Gilles) sont recouverts de slogans contre l'enfermement, avec mention des noms de certains délégués des syndicats de gardiens. Et deux nuits de suite, à Anderlecht, des guets-apens sont tendus contre des patrouilles de police de la zone Midi.

Ceux qui se lamentent dans les médias par rapport à la surpopulation dans les prisons sont les mêmes qui demandent plus de répression et des peines plus lourdes. Pour nous, la question n'est pas de construire plus de prisons, mais de raser au sol les prisons existantes.

Lutter contre la prison

• A Marche-en-Fammes, cinq bombes artisanales ont été découvertes sur le chantier de la nouvelle prison. Les bombes avaient été placées en haut de cinq grues, près des circuits électriques. Deux bombes semblent avoir explosé. Selon le parquet, il s'agissait d'une tentative de sabotage d'un énième lieu infâme en construction.

• A Forest, fin juin, plusieurs rues autour de la prison ont été bloquées vers midi. A plusieurs endroits, des inconnus avaient posés des banderoles à travers la route avec des slogans comme « Les matons sont des bourreaux – nous voulons vivre » et « Notre passion pour la liberté est plus forte que vos barreaux » et répandu de l'huile le chaussée. La circulation est restée bloquée pendant plusieurs heures, l'huile nécessitant une intervention spéciale des pompiers.

• Les murs de la station de métro Albert, près de la prison de Saint-Gilles et de Forest, ont été couverts de tags hostiles contre les gardiens et la prison. Plusieurs délégués syndicaux des matons de St-Gilles étaient cités, tout comme le supermarché Delhaize, qui se fait du fric sur le dos des cantines à la prison.

• A Gand, le centre administratif de De Lijn, la société des transports en commun, est attaqué : vitres brisés et de la peinture jetée sur la façade. Ailleurs dans la ville, une agence bancaire a été couverte d'autres jets de peinture et un peu partout, des slogans ont été peints sur les murs en solidarité avec les prisonniers des émeutes en Angleterre l'été dernier. De Lijn a été ciblé pour sa collaboration avec les rafles de sans-papiers et avec la police.

Le billet d'écrou : une arme de l'Etat…

Billet d'écrou, le nom d'un bout de papier, pas plus qu'un A5, mais porteur de lourdes conséquences.

La fliquette qui lui donnait le papier, lui disait qu'« en fait, il ne s'agit pas d'une peine lourde, juste un an », ça va, n'est-ce pas ? Et qu'« il devrait quand même mettre son nom sur la boîte aux lettres », et en plus, « courage ».

Un bout de papier, porteur de lourdes conséquences, comme il y en a d'autres : papiers d'huissiers, de juges, de l'Office des étrangers, des entreprises d'électricité. Ça semble absurde, du foutage de gueule, mais rien n'est moins vrai que ça : de simples bouts de papier sont utilisés comme des armes par l'Etat et le capital.

« Comme une balle tirée à courte distance », il disait, et avec cet engin à retardement dans la main, on a vécu 5 jours sur le fil du rasoir. Comme le papier qu'ils donnent aux personnes qui ont reçu un avis négatif concernant leur demande d'asile, le papier qui leur donne 5 jours avant de quitter le territoire. Et avec le billet d'écrou, si tu ne réponds pas, l'Etat viendra casser ta porte, ensuite celle de ta famille et de tes connaissances,… la chasse au fugitif.

Et donc voilà, bien propre, démocratique, l'Etat fait son chantage : se rendre, ou la clandestinité avec tout ce que ça comporte comme conséquences. Le chantage est partout, et la démocratie te le fait avec le sourire. Une question de survie…

Et voilà, commence le voyage de bureau en bureau, la dernière tentative pour sauver la situation. Avoir quelque part recours au système pour vivre moins pire dans le système. Ce qu'on fait jour après jour, mais ces cinq jours-là, après la réception de ce billet d'écrou, ont mis de nouveau les choses au clair, ce qu'ils sont réellement. Ce n'est pas que l'on n'est pas au courant du terrorisme d'Etat qui nous fait du chantage en permanence pour que l'on reste dans ses rangs, mais il y a des jours qui marquent des ruptures profondes entre leur monde et le nôtre. Comme ces jours-là, qui pour moi ont été une nouvelle goutte de dégoût pour ce système qui s'est mise dans ma bouche et qui me donne le sentiment irrépressible de vouloir vomir.

Tout est bien ordonné dans leur système, avec leurs papiers, signatures, et leurs fonctionnaires dans leurs bureaux, tout ça pour qu'ils puissent exprimer leur mépris vis-à-vis de nous, pour qu'ils puissent nous harceler, pour qu'ils puissent exprimer leur pouvoir sur notre vie de mille et une manières. Et ici, je ne vais pas écrire qu'on n'est tous rien que des rouages, qu'une signature de x ne signifie pas que x est conscient de ce qu'il fait, qu'à la fin de la journée, c'est le système qui a produit ces milliers d'atrocités et non pas des êtres humains. Parce que voilà, il n'y a personne qui peut me faire croire que tous ces gens-là qui expulsent des gens vers « leur pays d'origine » ne savent pas ce qu'ils font. Et pourtant, ils font tous l'autruche : « non non, ce n'est pas ma responsabilité, je ne fais que mon boulot ». Allez-y, les lâches, le monde tourne autour de l'axe de votre abrutissement.

Au final, ce papier qui nous a terrorisés pendant cinq jours nous a finalement amenés sur la liste d'attente pour un bracelet électronique, après un jour d'attente dans la prison. Le papier disait : veuillez vous rendre à la prison de Forest pour l'application de votre peine d'un an ferme. Tout est bouleversé, tu vas retourner en taule… Plongé dans l'incertitude, les papiers règlent ta destination finale.

On pourrait dire que ceux qui en envoient d'autres en prison ne savent pas ce qu'ils font, qu'on est tous des frères et sœurs et que mêmes les directeurs de prison essayent de faire au mieux pour les prisonniers. Oui, pourquoi pas. Pourtant, moi je préfère dire qu'on vit dans une société cruelle, parce que la plupart des personnes n'ont aucun courage, mettent la tête dans le cul dès qu'il s'agit de questions qui vont au-delà de la petite vie ou la famille. Ils ne veulent pas questionner profondément le monde dans lequel on vit, ou, par contraste, le monde dans lequel on a envie de vivre. Non, ils préfèrent vivre comme des rouages en échange d'un salaire et d'un petit confort.

Oui oui, c'est vrai, je suis vénère, c'est comme ça. Je n'aime pas ce monde et je suis impatiente de le détruire pour ensuite en construire un autre, un monde complètement autre. Et cela ne signifie à aucun instant que je suis malheureuse, que je vois tout en noir, au contraire. J'ai le courage de voir les choses comme elles sont, et je me bats pour ce que je chéris dans mon cœur : un monde fait par des hommes et des femmes libres, et dignes, qui sont prêts à assumer et ne feront pas l'autruche au moment où ils seront confrontés à leurs propres responsabilités. Qui n'utiliseront pas des bouts de papiers qu'ils font passer par d'autres mains pour bien camoufler que c'est eux qui ont pris la décision (le procureur n'a même pas mis son nom sur le billet d'écrou). Un monde où les choses se règlent en face-à-face et où la lâcheté n'est pas louée comme une vertu, mais comme un obstacle à vaincre.

Pour terminer : je suis bien contente qu'il ne soit pas resté dans cette prison de merde, qu'il puisse être avec nous, et en même temps je vois la démocratie, nue dans ce qu'elle est : le bracelet électronique ou la prison. Il me semble que les faux choix démocratiques persistent…





Egypte • Le Caire en feu et en flammes

Depuis le quartier Bulaq au Caire, plusieurs attaques ont été menées ces derniers temps contre le complexe avoisinant de Nile City. Ce terrain abrite des sièges de multinationales (comme Mobinil) et des hôtels de luxe. L'opulence et le luxe de la classe riche de Caire confine ici à un des plus grands bidonvilles. Les habitants de Bulaq sont constamment menacés d'expulsion, permettant l'extension du complexe. Fin juin, un incendie ravageur a provoqué au moins un mort dans le bidonville. Comme il n'y a pas de canalisations d'eau, les habitants sont allés demander accès à l'eau de Nile City pour éteindre le feu. Mais les gardiens ont refusé. Les habitants ont alors attaqué le complexe. Fin juillet, des centaines de voitures autour du complexe ont été cramées. Début août, un groupe de personnes, munies de cocktails molotovs, ont attaqué à nouveau le complexe même. Il y aurait eu au moins 6 morts dans les affrontements. Les pauvres ne veulent plus se taire…



Tunisie • Vous nous avez volé notre soulèvement, la révolution sociale vous balayera !

En Tunisie, à Sidi Bouzid, berceau du soulèvement contre le régime de Ben Ali, des milliers de personnes sont descendus dans la rue et se sont affrontés aux forces de l'ordre. Ils ont forcé l'accès au bâtiment du gouvernorat et l'ont mis à sac ; le siège du parti islamiste au pouvoir, Ennahda, a été une fois de plus incendié. Après la chute de Ben Ali, le nouveau pouvoir cherche à s'installer, mais se heurte régulièrement à des fortes oppositions populaires qui veulent « continuer la Révolution ». Certaines mesures du nouveau gouvernement, comme un décret stipulant la non-égalité entre hommes et femmes ou encore des punitions plus lourdes pour des émeutiers, provoquent la colère des gens qui voient comment la révolution leur a été volée. Après les heurts, quelques dizaines de personnes ont été arrêtés à Sidi Bouzid. Quelques jours plus tard, une grève générale paralyse la région pour exiger la libération des arrêtées. Le gouvernement a cédé dans une tentative de calmer le jeu. De fait, nous reconnaissons dans ces troubles et révoltes *une vraie tension révolutionnaire*, qui essaye de se frayer un chemin pour transformer radicalement la société entière basée sur le fric et l'autorité. Comme une telle transformation n'est pas possible à travers l'Etat ou le pouvoir, il est encourageant et prometteur que les révoltés de Sidi Bouzid n'hésitent pas, ne reculent pas et s'en prennent aujourd'hui aux nouveaux puissants de Tunisie.



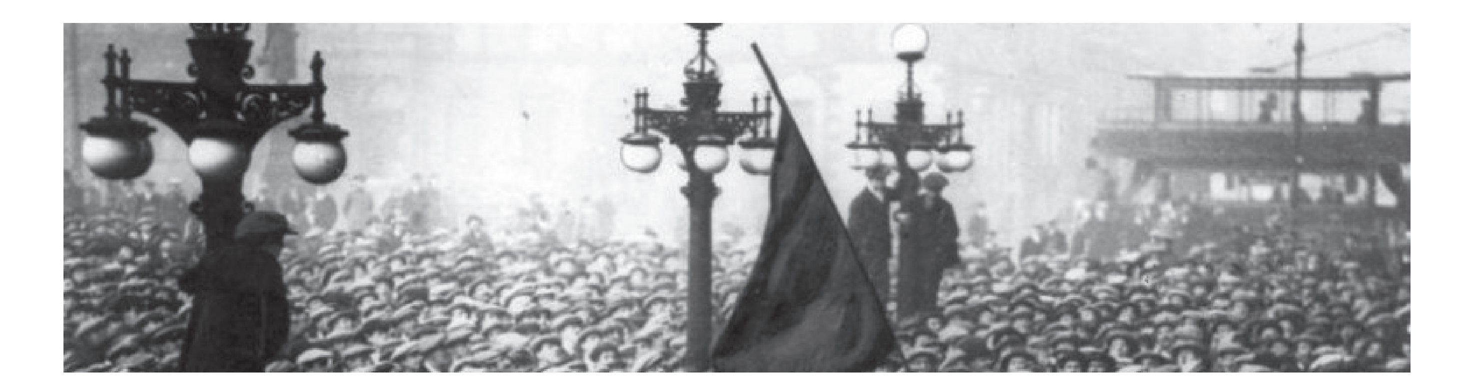
Inde • Pour régler radicalement le problème social en suspens

Dans une grande usine automobile de Suzuki à New Delhi, des émeutes particulièrement graves ont opposés les ouvriers de l'usine aux contremaîtres et à la direction. Le feu a été mis à la poudrière quand un ouvrier a frappé un contremaître, qui avait ensuite été suspendu. En colère, une foule d'ouvriers munis de barres de fer, ont marché sur l'usine. Ils ont forcé l'accès et ont blessés 90 contremaîtres, plusieurs managers et cadres. Le directeur du personnel de l'usine a été brûlé vif. Une partie importante de l'usine a été détruite par les flammes tandis que les bureaux de l'administration ont été mis à sac. Des centaines de policiers sont intervenus pour repousser les révoltés, au moins 88 ouvriers auraient été arrêtés. Les conflits sociaux en Inde sont virulents, d'autant plus qu'une grande majorité des travailleurs ne se laissent plus leurrer ou calmer par les mots d'ordre des syndicats. Ils se méfient des cadres syndicaux, qu'ils accusent de corruption et de collusions avec les capitalistes et les castes dirigeantes. Que la révolte en finit radicalement avec l'exploitation et le capitalisme !



France • Une flambée de révolte après un meurtre policier

Dans le quartier nord d'Amiens, des centaines de personnes se sont révoltés après qu'un jeune a été tué lors d'une course-poursuite par la police. Pendant plusieurs nuits, des barricades enflammées ont été érigés afin de retarder l'avancée des forces de l'ordre. L'éclairage public a aussi été saboté. Les policiers ont été attaqués à coups de pierres, cocktails Molotov, tirs à la chevrotine et mortiers. Un bureau de la police nationale a été saccagé, une école a été incendiée et un centre de loisirs appartenant à l'administration communale a été livré aux flammes. Lors d'une marche de commémoration quelques jours plus tard, les esprits ne se sont pas laissés calmer : tout le long du trajet, des poubelles et des voitures ont été incendiées.





Rappel des faits : dimanche 20 mai matin, Tamines des flics interpellent un jeune homme de 25 ans pour un contrôle d'identité. Celui-ci fuit et se noie dans la Sambre.

La police tue

Dimanche 10 juin 2012 une manif a eu lieu à Namur. Elle a rassemblée une petite vingtaine de personnes. Il y eu d'abord une hésitation pour démarrer vu le peu de monde et la présence de policiers à l'endroit du rendez-vous. Finalement la crainte disparait et la manif démarre de la gare en direction du centre, menée par deux banderoles où était écrit entre autre : NO JUSTICE NO PEACE FIGHT THE POLICE !

La rue est tout de suite prise par les quelques personnes et des slogans clairement anti-flics sont scandés du genre « flics, porcs, assassins ! » Le manque de manifestants est compensé par la détermination de faire passer le message qu'il y en a assez des flics dans nos vies. En effet la manif a pour but de dénoncer une fois de plus la mort d'une personne qui tentait d'échapper à la police. Ceci est expliqué à (très) haute voix aux personnes se trouvant au marché et aux différentes terrasses.

Le cortège est suivi de deux flics en civil, de deux autres porcs en moto et plus tard de deux camionnettes (d'où le slogan : « on est dix en manif et on promène la police ») Bien qu'il n'y ai que très peu de gens dans les rues de cette ville fort calme, quelques personnes rejoignent la manif contents qu'il y ait de l'agitation dans les rues. Ce qui a donné le sourire aux participants.

Le parcours est improvisé, gauche, droite,… quand vint l'idée de passer devant la prison. Arrivé devant celle-ci les cris et slogans anti-carcéraux sont intensifiés « Liberté ! Solidarité avec les prisonniers ! ». L'émotion est plus grande encore quand des réponses sont entendues de derrière le haut mur et quand un drapeau improvisé fut agité à travers les infâmes barreaux.

La manif se termine un peut plus loin au pied de gros immeubles d'habitation ou se déroule une petite kermesse. Il y a là plusieurs policiers buvant des coups avec certains habitants qui, en réponse aux slogans anti-flics, démontrent leur sympathie envers ces chiens de gardes. Ce qui fait que certains manifestants décident de rentrer tandis que d'autres restent.

Non, je n'ai pas envie de vous parler !

• A Laeken, des policiers ont voulu contrôler une voiture. Le conducteur en question n'avait pas du tout envie de ça. Il est descendu de la voiture et a commencé à frapper les policiers. Un rapide attroupement c'est mis de son côté et a tabassé un des policiers, qui ont dû foutre le camp.

• Pareil à Etterbeek, quand des policiers voulaient contrôler une voiture, ils ont été encerclés par des jeunes du quartier qui voulaient les empêcher. Quand les flics ont sortis leur matraques, ils ont été bousculés et frappés, appelant des renforts. Deux personnes ont été arrêtées, mais les jeunes sont allés devant le commissariat pour exiger la libération des arrêtées. A l'intérieur du comico, un des arrêtés s'est battu avec un flic. Enfin, les deux ont heureusement été relâchés. Que tout contrôle de police tourne au vinaigre !

Une visite nocturne

• A Geraardsbergen, le plus grand concessionaire des marques italiennes Fiat et Alfa Romeo, a reçu une visite nocturne. Les visiteurs ont brisés les vitres de plusieurs véhicules et ont tenté d'en incendier un. En ce moment-ci, plusieurs opérations répressives sont en cours en Italie contre le mouvement anarchiste, avec des dizaines de compagnons en préventive. Une bonne façon de se montrer solidaires de ces compagnons serait certes de s'en prendre aux intérêts de l'Etat et du Capital italien.

La mutilation nucléaire



Fukushima, au Japon, il y a un an et demi. Après un tsunami, une centrale nucléaire ne tient pas le coup. Les réacteurs nucléaires surchauffent, une partie des parois de protection se rompent. Des milliers d'eau radioactive sont versées dans l'océan. Un territoire d'au moins 60 kilomètres autour de la centrale est contaminé. Tous les responsables du secteur nucléaire en Belgique essayent de nous rassurer. Ici, une chose pareille ne serait pas possible. L'Europe met sur pied quelques « stress tests » pour démontrer que tout va bien.

Entretemps à la centrale nucléaire de Doel. Lors d'une révision, des irrégularités sont constatées. Une erreur de fabrication dans une cuve de réacteur (la couche protectrice supposée de contenir toutes radiations) pourrait engendrer des fissures et ainsi avoir de graves conséquences. Ce réacteur a été construit il y a 40 ans. L'erreur de fabrication, ça fait donc 40 ans qu'elle est là. La même entreprise qui a construit ce réacteur du Doel 3 en a construit 20 autres du même type partout dans le monde. Et il y en a aussi un à Tihange.

Entretemps à la centrale nucléaire de Tihange. Un rapport précis que depuis 6 ans, du liquide radioactif fuit dans le sol. Chaque jour, c'est deux litres qui fuient. Selon Electrabel, il n'y a aucun souci.

Entretemps à Fleurus. Dans un zoning industriel, un tas de déchets radioactifs est abandonné depuis un an et demi dans un bâtiment de bureaux. L'entreprise qui y siégeait, a fait faillite entretemps. Le temps de l'enlèvement de ces déchets radioactifs est estimé à deux ans de boulot. Ensuite, la démolition du bâtiment contaminé prendra encore cinq ans. Et il faut encore trouver un nouvel endroit pour stocker ces déchets.

C'est depuis la construction des premières centrales nucléaires que les gestionnaires de l'existant jouent avec la peur des conséquences imprévisibles d'une catastrophe nucléaire. Ceux qui habitent autour des centrales (et en Europe, c'est en fait tout le monde) dépendent des constructeurs de cette catastrophe technologique pour se protéger contre le déchaînement d'une telle catastrophe. Ses spécialistes et sa structure de commandement deviennent alors incontournables pour la gestion du nucléaire.

Les centrales nucléaires produisent l'énergie pour le progrès technologique auquel le capitalisme est adonné. Les centrales produisent l'énergie qui détermine les stratégies géopolitiques (comme le font aussi le pétrole et le gaz), modelant ainsi la concurrence et la collaboration entre Etats. Elles produisent la dépendance des gens de leurs oppresseurs. Elles produisent la soumission aux hiérarchies qui gèrent et maintiennent ce monde. Elles produisent la paix sociale.

La destruction du nucléaire est alors nécessaire sur le chemin vers la liberté.

agenda

- Permanences **Acrata** - bibliothèque anarchiste

  Chaque jeudi de 17h à 21h
  Chaque samedi de 14h à 18h

32, Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles
www.acrata.be



voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.